

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 16 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Briqueterie LAMOUR

375 rue Faidherbe
59119 Waziers

Références : V3/2025/46
Code AIOT : 0007005418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2024 dans l'établissement Briqueterie LAMOUR implanté Derrière le Château 59169 Roucourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Briqueterie LAMOUR
- Derrière le Château 59169 Roucourt
- Code AIOT : 0007005418
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de limon d'une surface autorisée de 12 ha et d'extraction de 11 ha est exploitée sur une profondeur maximale de 2 m, jusqu'à la cote minimale + 41 m NGF pour une durée de 15 ans dont 1

an de remise en état.

Son exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 2013, jusqu'au 22 avril 2027 pour l'extraction et au 22 avril 2028 pour sa remise en état.

Le gisement est évalué à 156 000 m³ de limon maximum (250 000 t - densité 1,6 t/m³). La production maximale est de 12 500 m³/an soit 20 000 t/an (en moyenne 18 000 t/an).

L'extraction est effectuée par une entreprise extérieure au moyen d'une pelle hydraulique.

Les campagnes annuelles ont une durée moyenne de deux mois, plus deux mois de remise en état, du lundi au vendredi de 7 h 30 à 17 h 30, pendant la période de mars à juin, ou septembre à novembre, par temps sec et hors gel.

Le limon extrait est destiné à la fabrication de briques pleines dans la briqueterie de Waziers.

Le jour de la visite, est évoqué, à la demande de l'exploitant, le déroulement de la procédure de demande d'autorisation environnementale, dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploiter de la carrière Lamour à Roucourt.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Panneau d'information	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 4	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éloignement de l'excavation	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, l'inspection constate l'absence de panneau d'information à l'entrée de la carrière.

Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'installation de ce panneau dans un délai d'un mois.

L'ensemble des constats de la visite d'inspection sont présentés dans les fiches du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éloignement de l'excavation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité des biens et personnes
Prescription contrôlée : Article 13 : ÉLOIGNEMENT DE L'EXCAVATION 13.1. - Les bords de l'excavation de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 5 ou 10 mètres des limites du périmètre délimitant la surface d'autorisation, ainsi qu'à une distance d'isolement conforme aux réglementations en vigueur, de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique, en particulier : <ul style="list-style-type: none">- 5 m de chaque côté de l'axe de la canalisation d'eau potable,- 5 m autour de l'emprise au sol du pylône électrique (ligne HTA 45kV). [...] 13.3. - De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation et le profil prévu pour la remise en état finale. Pour le respect de cette prescription et afin de permettre la circulation en sécurité des engins agricoles, la pente du front de taille en limite du périmètre d'extraction est limitée à 3H/1V à 4H/1V soit 15° à 20°.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate l'existence d'un front d'exploitation d'une hauteur de 2 mètres et d'une longueur de 200 mètres environ. L'exploitant a terminé, dans les semaines précédant la visite, l'extraction des limons qui permettent la fabrication des briques à la briqueterie Lamour de Waziers. L'excavation est éloignée de plus de 10 mètres du périmètre autorisé, et est suffisamment éloignée de la canalisation d'eau potable et du pylône électrique (5 mètres). Les constats effectués le jour de la visite concernant l'emplacement de la zone d'extraction n'appellent pas de remarques de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Panneau d'information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Information du public
Prescription contrôlée : Article 4 : INFORMATION DU PUBLIC Les voies d'accès au chantier disposent de panneaux portant en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'indication suivante : « Plan de remise en état consultable en mairie de Roucourt », suivie de son adresse. Ce panneau est le cas échéant complété par la référence des arrêtés préfectoraux complémentaires ultérieurs.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate, en présence de l'exploitant, l'absence de panneau signalisant la carrière, conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 2013. L'inspection demande à l'exploitant de procéder à l'installation des panneaux de signalisation au niveau des voies d'accès à la carrière, conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière Lamour à Roucourt, dans un délai de 30 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours